



Conseil municipal du 19 décembre 2020

Budget 2021

Intervention d'Alban BRUNEAU

Merci à Marc (*Guérin, 1^{er} Adjoint en charge des finances*) pour sa présentation de ce projet de budget communal 2021, et merci à notre directeur du service des finances et à ses collègues pour nous avoir permis de le construire, malgré tous les aléas et les incertitudes qui l'entourent.

Et comme il s'agit ici du dernier budget préparé par Jérôme Mercenne qui est appelé à rejoindre une autre collectivité au printemps, je sais pouvoir me faire votre porte-parole auprès de lui pour le remercier pour sa précieuse collaboration au sein de notre collectivité.

Sa fiabilité, sa « zénitude » et son expertise nous furent et nous seront encore quelques mois précieuses.

Pas facile par les temps qui courent et j'y reviendrais, de diriger un service financier dans une collectivité locale. Aussi je peux attester qu'il se sera acquitté de cette tâche à la satisfaction générale, notamment des adjoints en charge des finances qui se sont succédés.

J'associe bien volontiers à ces remerciements, les différents responsables de services, la direction générale et les élus en charge de délégations pour le temps, l'énergie et l'ingéniosité dont il a fallu faire preuve pour construire et équilibrer ce budget.

Car on ne le rappellera jamais assez, les collectivités locales, contrairement à l'Etat, sont tenues de présenter un budget annuel en équilibre.

Et pour le coup, cette année encore, ce fut un véritable numéro d'équilibriste auquel nous avons dû nous plier.

Car vous le savez, et j'en suis d'autant plus désolé pour ceux d'entre vous qui vivent en cette année si particulière leur premier mandat, le contexte dans lequel nous avons élaboré ce budget est historiquement dégradé.

Nous avons tous à l'esprit les effets de la crise sanitaire qui ont percuté à la fois nos recettes et nos dépenses, et ce n'est malheureusement pas fini.

Cette gestion de crise se résume sur le plan budgétaire par la volonté de notre municipalité de développer un haut niveau de solidarités. A circonstances exceptionnelles, décisions exceptionnelles.

Tous ceux qui souffrent de cette crise et de ses conséquences attendent une commune à leurs côtés et des réponses qui ne soient pas standards.

C'est ce que nous faisons depuis le mois de mars et ce que nous ferons toute cette année encore.

- **Auprès des associations** en maintenant nos subventions malgré une baisse subie d'activité, et en abondant nos soutiens à celles qui sont en première ligne sur le front des solidarités.
- **Auprès de nos commerçants, artisans et des entreprises**, par nos commandes publiques, nos marchés, nos investissements. En j'en profite pour remercier le Comité des Œuvres Sociales des agents communaux, financé intégralement par ce budget, pour avoir décidé de distribuer au personnel des chèques d'achats dans nos commerces de proximité.
- **Auprès des acteurs culturels**, frappés durement et injustement par la crise et les décisions gouvernementales, en leur garantissant le versement de prestations programmées mais qui n'ont pu être réalisées.

- **Auprès des habitants**, en soutenant le pouvoir d'achat par le gel de plusieurs tarifs municipaux, en déployant des dispositifs renforcés via le CCAS en direction des foyers touchés par la crise, des étudiants, en prenant en charge la distribution des masques de protection.
- Sans oublier, dans le respect des consignes sanitaires et en fonction de l'évolution de la législation, le maintien de notre niveau de services et d'équipements.

Et il nous faut faire tout cela, tout en assurant nos missions habituelles, avec une baisse de nos recettes de fonctionnement de - 1,99%.

Il nous faut faire tout cela, malgré un gouvernement qui au-delà de ses remerciements adressés aux communes, continue de nous affaiblir et de diminuer notre capacité à agir.

Malgré tout ce qu'il dit sur notre précieuse utilité, il continue à nous supprimer des ressources et des leviers.

- A la suppression de la Taxe Professionnelle ;
- A la baisse historique des dotations de l'Etat ;
- A la signature de contrats de contraintes pour encadrer nos budgets ;
- Et à l'application d'une contribution forcée pour aider l'Etat à résorber ses déficits, qui au fil du temps ne se resorbent pas, par contre il continue de nous ponctionner.

922.467 Euros prélevés au titre de cette « contribution au redressement des finances publics » pour cette année 2020.

Donc cette contribution est devenue, de fait, une taxe sur les communes.

Et vient s'ajouter aujourd'hui :

- La suppression de la Taxe d'Habitation ;
- La réforme de la méthode d'évaluation de l'assiette foncière des établissements industriels ;

- La baisse des impôts de production, dans le cadre du Plan de relance gouvernemental, sans condition de maintien des emplois ou de l'interdiction des dividendes.

Résultat, nous perdons des leviers, une recette fiscale et une dynamique fiscale. Nous perdons de l'autonomie d'action et gestion.

Et si nos dépenses prévisionnelles de fonctionnement seront en baisse de 1,42% en 2021, alors que nos recettes baissent de 1,99%, c'est sur notre capacité à investir que se fait l'équilibre.

Moins 11,20% de baisse pour nos recettes d'investissements, moins 10,34% de baisse pour nos dépenses d'investissements.

Dans une période où l'une des clés pour sortir de la crise économique réside dans le niveau de commande et d'investissements publics, ces chiffres en disent longs.

C'est là la regrettable illustration de choix gouvernementaux absurdes. Rien n'est de trop pour soutenir les entreprises, préserver les profits. Des milliards d'argent public y sont consacrés, sans aucune contrepartie exigée pour maintenir l'emploi, interdire les licenciements et les dividendes.

Et pour les collectivités locales, rien. Débrouillez-vous !

A un degré moindre, vient s'ajouter un choix opéré par la Communauté urbaine de supprimer ce que l'on appelle la dynamique de la Dotation de Solidarité Communautaire.

Cette recette de solidarité répartie entre les communes était jusqu'à présent basée sur l'inflation + 3%.

En clair, cela voulait dire que malgré des baisses de recettes en provenance de l'Etat, nous pouvions compter sur une évolution mécanique des recettes issues de notre interco.

J'ai conscience qu'il était difficile au regard du contexte, de maintenir cette dynamique en l'état, mais nous aurions pu appliquer une majoration de + 1%. C'est ce que je n'ai cessé de revendiquer.

Nous ne l'aurons pas. Le budget de la Communauté urbaine intègre une évolution de la DSC calquée sur la seule inflation. Dans la période qui s'ouvre, l'inflation n'est en rien un gage de stabilité et encore moins de progression.

Je vous avoue avoir été tenté de nous abstenir jeudi dernier lors du vote de ce budget communautaire, pour dénoncer cette situation, comme l'absence de recettes suffisantes.

Nous ne l'avons pas fait parce que ce budget est aussi porteur, dans ses projets comme dans sa programmation pluriannuelle de fonds de concours apportés aux investissements communaux, d'une solidarité réelle même si elle s'est soudain amoindrie.

Je souhaite également souligner que contrairement à beaucoup d'autres budgets, le nôtre n'intègre pas de diminution de la masse salariale. Nos crédits en direction du personnel seront en hausse de 0,33% en 2021, comme les crédits affectés à l'activité de nos services : + 0,76%.

Le soutien au service public communal est plus que jamais une priorité.

Et cette priorité passe également par un soutien au pouvoir d'achat de nos agents, mis à mal par une décennie de gel du point d'indice servant au calcul de leur rémunération.

A travers la clause de revoyure du régime indemnitaire portée dans ce budget, nous faisons, à notre niveau, un geste en faveur du soutien de leur pouvoir d'achat.

Pour conclure, j'ai conscience que l'exécution du budget qui nous attend sera ô combien difficile.

Il suffit de constater le niveau historiquement haut des dépenses imprévues (+ 22,99%) budgétées, ou le niveau dramatiquement bas en recettes des dotations et participations attendues notamment de l'Etat (- 15,24%).

Mais j'ai cependant la conviction ce matin que ce budget est extraordinairement solidaire et précieusement utile pour affronter les suites de cette crise en portant haut les couleurs du service public.

C'est l'une des raisons qui nous a conduits à maintenir le vote de notre budget ce matin, donc avant le début de l'année. Contrairement à nombre de collectivités qui ont décidées de le reporter au cours du 1^{er} trimestre.

Car nous avons besoin d'un budget opérationnel dès maintenant, même si celui-ci intègre beaucoup d'incertitudes.

Je l'ai dit jeudi en Conseil communautaire, le mépris gouvernemental envers les collectivités locales aurait mérité un mouvement national des communes, en refusant de voter leur budget dans les conditions que j'ai décrit au début de mon propos.

Il arrive un moment où protester par les mots ne suffit plus.

Le faire de manière isolée n'aurait pas de sens, règlementairement c'est le Préfet qui aurait eu en charge de le définir. Et pour le coup, c'est la solidarité déployée ici qui en aurait pris un sérieux coup.

Il n'empêche qu'il nous appartient plus que jamais d'informer et de sensibiliser nos concitoyens, nos forces vives, sur les graves menaces qui pèsent sur les communes.

Le monde d'après préparé par les gouvernants actuels ressemble furieusement, et en pire, au monde d'avant.

L'argent public est mobilisé depuis le sommet de l'Etat dans des proportions jamais atteintes depuis la Libération.

Mais déjà le gouverneur de la Banque de France prévient : il faudra rembourser cette dette COVID par des efforts à consentir au cours de la prochaine décennie.

Notre Député comme de nombreux autres parlementaires de Gauche appellent à ce que cette dette COVID soit d'ores et déjà effacée par la Banque Centrale Européenne, considérant que c'est la mobilisation d'argent public qui permet de sauver l'économie et d'entrevoir une sortie de crise qui ne se transforme pas en chaos.

Car imaginez un instant qu'après tout ce que nous subissons depuis près d'un an, après le lourd tribut déjà payé à cette crise, qu'elle débouche sur un plan d'austérité de plus pour rembourser les marchés financiers et les banques ?

C'est maintenant qu'il faut se mobiliser pour éviter ce cauchemar en forme de double peine.

Aujourd'hui c'est le secteur public qui sauve l'économie et ce sont nos budgets qui gèrent cette crise dans toutes ses conséquences.